

# Perspectives

N°25/120 – 8 avril 2025

## FRANCE – Le nombre d'entreprises économiquement actives bondit de 42% entre 2014 et 2022

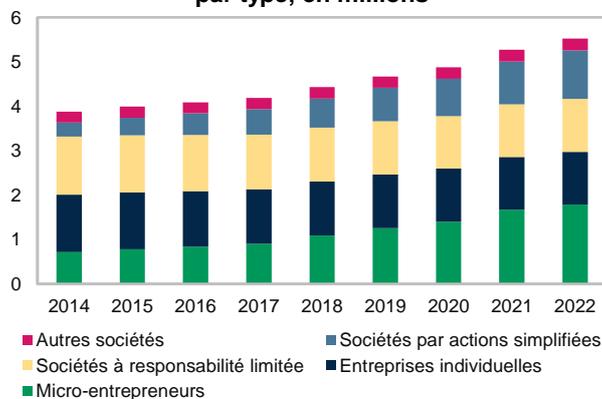
Cette semaine, l'Insee a publié une étude sur l'évolution du stock d'entreprises entre 2014 et 2022. Celle-ci constitue en fait la synthèse d'un document de travail d'une cinquantaine de pages qui avait été publié en fin d'année dernière, en lien avec le lancement du dispositif SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises) début 2022, et son utilisation pour la production de statistiques de démographie structurelle d'entreprises depuis début 2024. La démographie structurelle s'intéresse en effet au stock d'entreprises économiquement actives (créations et cessations économiques), par opposition à la démographie conjoncturelle qui recense le nombre de créations et de défaillances d'entreprises à échéance mensuelle ou trimestrielle.

Entre 2014 et 2022, le nombre d'entreprises<sup>1</sup> (productives et marchandes) économiquement actives a augmenté de 42% dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, avec une hausse particulièrement marquée à partir de 2018. On en recense ainsi 5,5 millions en 2022. On entend par « économiquement active » une entreprise ayant, au cours de l'année, déclaré un chiffre d'affaires positif, employé des salariés, effectué une déclaration fiscale, investi ou détenant une autre unité légale.

Cette hausse d'entreprises économiquement actives s'explique par le fait que les créations économiques (+69% entre 2015 et 2021) ont crû plus rapidement que les cessations (+39%). Aussi, le taux de créations économiques (nombre de créations rapporté au stock d'entreprises de l'année N-1) est passé de 11,6% à 15,5% sur la période, tandis que le taux de cessations économiques (nombre de cessations rapporté au stock d'entreprises de l'année N) est resté globalement stable autour de 8%.

Le régime de micro-entrepreneur représente un tiers des entreprises économiquement actives en 2022, porté par sa très forte croissance : +148% entre 2014 et 2022. En miroir, le nombre d'entreprises individuelles classiques est en baisse (-8%) et leur part dans le stock d'entreprises diminue sur la période, même si elles représentent encore près de 20% des entreprises économiquement actives en 2022. La proportion des sociétés (SARL et SAS) stagne sur la période étudiée (passant de 48% à 46%). Toutefois, la composition au sein des sociétés a évolué : si les SAS étaient minoritaires en 2014, un rééquilibrage a eu lieu puisqu'en 2022, elles pesaient presque autant dans l'ensemble des sociétés que les SARL (43% contre 47%). Cet effet peut s'expliquer par le fait que le statut des SAS est relativement plus souple que celui des SARL.

Entreprises économiquement actives par type, en millions



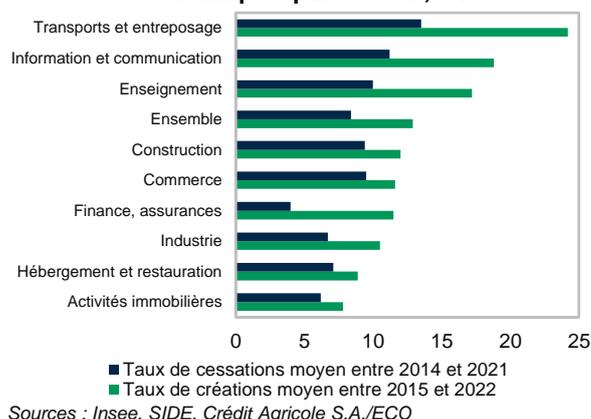
Sources : Insee, SIDE, Crédit Agricole S.A./ECO

<sup>1</sup> En réalité, il s'agit d'« unités légales », désignées par le terme d'« entreprises » par souci de simplicité.

Les secteurs d’activité qui jouissent d’une forte croissance du nombre d’entreprises économiquement actives sont ceux qui affichent des taux de créations et de cessations élevés. C’est par exemple le cas des transports et entreposage<sup>2</sup>, de l’information et communication ou de l’enseignement qui affichent des taux de créations (resp. cessations) supérieurs à 15% (resp. 10%). À l’inverse, les activités immobilières et l’hébergement et la restauration ont vu leur nombre d’entreprises actives croître moins vite du fait d’un pauvre renouvellement.

La répartition des entreprises économiquement actives par région varie peu entre 2014 et 2022. Elles sont implantées majoritairement dans les régions suivantes : à 23% en Ile-de-France, 13% en Auvergne-Rhône-Alpes et 10% en Provence-Alpes-Côte d’Azur et en Occitanie. L’Ile-de-France affiche aussi une assez forte croissance du nombre d’entreprises économiquement actives sur la période (+47%), et des taux de créations et de cessations nettement plus élevés que la moyenne, grâce à la composition sectorielle des entreprises implantées. Le taux de croissance du nombre d’entreprises économiquement actives est soutenu dans les départements d’outre-mer hors Mayotte (supérieur à 55%), notamment grâce au secteur des services administratifs et de soutien. Néanmoins, même si le nombre d’entreprises économiquement actives a augmenté, il y reste faible.

Taux de créations et de cessations économiques par secteur, en %



En 2021, 54% des entreprises économiquement actives employaient au moins un salarié : 11% en avaient plus de 10 et 43% entre 1 et 9. Par ailleurs, les entreprises les plus employeuses sont celles qui voient leur nombre croître le plus faiblement. Ainsi, entre 2017 et 2022, le nombre d’entreprises employant plus de 50 salariés a augmenté de seulement 12%, tandis que celles qui emploient entre 1 et 9 salariés ont augmenté de 19%. Ce chiffre monte à 29% pour les sociétés non-employeuses.

**✓ Notre opinion** – Cette étude fait état de la multiplication des entreprises présentes sur notre territoire sur la dernière décennie, et créant donc de la richesse, ce qui est positif. L’ensemble des secteurs d’activité, y compris l’industrie, connaissent une hausse du nombre d’entreprises économiquement actives (taux de créations économiques supérieur au taux de cessations économiques). Il est toutefois bon de garder à l’esprit que cette hausse est largement portée par les micro-entrepreneurs. La hausse de l’emploi et de la valeur ajoutée associée est donc plus faible que celle du nombre d’entreprises.

Ces données structurelles, disponibles avec retard, rejoignent par ailleurs les données conjoncturelles de créations et défaillances d’entreprises sur la période plus récente, qui font état d’un bon renouvellement du tissu productif (voir notamment ce [précédent article](#)).

Article publié le 4 avril 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L’actualité de la semaine](#)

<sup>2</sup> La forte croissance du nombre d’entreprises économiquement actives (+113%) et l’important renouvellement dans ce secteur sont surtout le fait des « autres activités de poste et de courrier », qui comprennent notamment la livraison de repas à domicile.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
08/04/2025	<u>Asie – Le tsunami Trump a frappé</u>	Asie
07/04/2025	<u>Liberation day – Premières conclusions</u>	Monde
07/04/2025	<u>Union européenne – Le D-Day d'une réciprocité arbitraire</u>	Union européenne
04/04/2025	<u>Monde – Scénario 2025-2026 : le temps des paris</u>	Monde
04/04/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/04/2025	<u>Indonésie : le décrochage des marchés, signal d'une économie en plein doute</u>	Asie
03/04/2025	<u>Moyen-Orient – Viens à la maison ! La course aux IDE dans le Golfe</u>	Moyen-Orient
02/04/2025	<u>Espagne – Le plan de relance toujours en retard</u>	Zone euro
02/04/2025	<u>Royaume-Uni – Une déclaration du printemps douloureuse pour les souffrants</u>	Royaume-Uni
31/03/2025	<u>France – Un déficit public un peu inférieur à ce qui était prévu en 2024, mais toujours trop élevé</u>	France
28/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/03/2025	<u>Chine : le changement de discours des autorités sera-t-il suffisant pour raviver la confiance ?</u>	Asie
25/03/2025	<u>Énergies renouvelables – 2024, une année marquée par le ralentissement de l'éolien terrestre contrairement à l'éolien flottant qui retrouve espoir</u>	France - Énergies
24/03/2025	<u>Parole de banques centrales – La BOE a gardé ses taux inchangés en mars, face à l'intensification des incertitudes</u>	Royaume-Uni
21/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/03/2025	<u>France : un peu moins de croissance et d'inflation en 2025 et 2026, selon la Banque de France</u>	France
19/03/2025	<u>Brésil – Inflation en hausse, croissance prête à décélérer</u>	Amérique latine
18/03/2025	<u>Union européenne – L'excédent commercial en biens vis-à-vis des États-Unis s'accroît en 2024</u>	Union européenne

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

**Secrétariat de rédaction** : Fabienne Pesty

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*